

---

# PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

---

## ENTRE LES SOUSSIGNES

**La Commune de SAINT-DIZIER**, représentée aux fins du présent protocole par son Maire en exercice, Monsieur Quentin BRIERE, domicilié en cette qualité à l'Hôtel de Ville sis 1, place Aristide Briand, 52100 SAINT-DIZIER, et dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal n° - en date du 19 juillet 2022 (*Annexe n°1*),

Ci-après dénommée « **la Commune** », DE PREMIERE PART,

**La SAS BUGUET FILS**, société par actions simplifiée immatriculée au RCS de Chaumont sous le numéro 393 931 233, au capital de 300 000 €, ayant son siège social 2, rue de l'Industrie 52300 Joinville, représentée par son dirigeant (*Annexe n°2*),

Ci-après dénommée « **la SAS BUGUET FILS** », DE DEUXIEME PART

Ensemble dénommées dans les présentes « **les Parties** »,

## PREALABLEMENT, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

La commune de Saint-Dizier a décidé d'engager un projet tendant la réhabilitation d'une maison éclusière acquise auprès de VNF par la ville et à sa transformation en espace de restauration contribuant au développement de l'offre touristique.

Ce projet est partie intégrante d'un projet plus vaste tendant à la rénovation et la valorisation des abords du canal entre Champagne et Bourgogne.

Ce projet a fait l'objet d'un marché de maîtrise d'œuvre attribué au Cabinet LAVALLARD A&D et à Mme Charlotte LURAT, architectes.

Pour la réalisation des travaux, il a été fait appel à plusieurs entreprises et artisans dont la SAS BUGUET FILS pour les lots n° 02 et 03 Terrasse-Bois et Couverture-Zinguerie.

Le 17 février 2022, la SAS BUGUET FILS a adressé un devis pour le lot n° 2 « Terrasse-bois » d'un montant de 54 870,60 € HT (soit 65 844,72 TTC), accepté le 25 février 2022 (*Annexe n°3*).

Pour le lot n° 3 « Couverture-Zinguerie », un devis d'un montant de 18 329,25 € HT (soit 21 995,10 € TTC) a été adressé à la ville le 18 février 2022, accepté le 25 février suivant (*Annexe n°4*).

Le 17 mars 2022, la SAS BUGUET FILS a adressé une première facture n° 2022/075 à la Commune pour un montant de 6 783,74 € TTC, qui a été réglée le 25 avril 2022 (*Annexe n°5*).

La SAS BUGUET FILS a ensuite adressé, outre deux devis modificatifs du 20 juin 2022 :

- une facture n° 2022/117 du 25 avril 2022 d'un montant de 5 058,01 € TTC (*Annexe n°6*),
- une facture n° 2022/118 du 25 avril 2022 d'un montant de 49 589,26 € TTC (*Annexe n°7*),
- une facture n° 2022/127 du 3 mai 2022 d'un montant de 12 963,23 € TTC (*Annexe n°8*),
- une facture n° 2022/200 du 30 juin 2022 d'un montant de 4 141,61 € TTC (*Annexe n°9*),
- une facture n° 2022/201 du 30 juin 2022 d'un montant de 1 719,23 € TTC (*Annexe n°10*),

Soit un total de 93 697,30 € TTC sur lequel reste dû le montant de 73 471,34 € TTC correspondant aux factures supra n° 2022/117, 2022/118, 2022/127, 2022/200 et 2022/201.

Le comptable public a fait savoir qu'il s'opposait au paiement, faute de titre adéquat.

La SAS BUGUET FILS a alors saisi la commune d'une demande tendant au paiement de la somme susdite de 73 471,34 € TTC (*Annexe n°11*).

Des pourparlers ont démarré entre la Commune et la SAS BUGUET FILS portant sur un règlement amiable du différend les opposant. C'est dans ces conditions que les parties se sont rapprochées et sont convenues de ce qui suit.

### **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT:**

#### **Article 1<sup>er</sup> - OBJET DE LA TRANSACTION :**

Le présent protocole a pour objet, au terme de concessions réciproques entre les Parties, de mettre définitivement fin au litige opposant la Commune et la SAS BUGUET FILS relativement au paiement des prestations effectuées par cette société dans le cadre du projet de la Maison Eclésiastique à Saint-Dizier pour un montant de 73 471,34 TTC.

#### **Article 2 - CONCESSIONS RECIPROQUES :**

Au titre des concessions réciproques, la SAS BUGUET FILS :

- renonce à toute action contentieuse administrative ou judiciaire tendant à remettre en cause tant le montant que le principe de l'indemnité versée au titre présent protocole,

- renonce irrévocablement à toute action contentieuse administrative ou judiciaire tendant au règlement d'indemnités complémentaires,
- renonce irrévocablement à toute communication vis-à-vis des tiers sur le différend avec la commune de Saint-Dizier et son règlement amiable par voie transactionnelle ;

Au titre des concessions réciproques, la Commune :

- accepte de verser à la SAS BUGUET FILS une somme de 73 471,34 € TTC, à titre d'indemnité transactionnelle et pour solde de tous comptes selon les modalités prévues à l'article 3 des présentes ;
- prendra en charge les honoraires des présentes ;
- renonce à toute action contentieuse administrative ou judiciaire tendant à remettre en cause tant le montant que le principe de l'indemnité versée à la SAS BUGUET FILS au titre du présent protocole transactionnel.

### **Article 3 - MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE :**

Le règlement de l'indemnité transactionnelle de 73 471,34 € TTC interviendra dans un délai maximal d'un (1) mois à compter de la signature du présent protocole.

Le règlement de l'indemnité transactionnelle se fera par virement bancaire sur le compte de la SAS BUGUET FILS (*Annexe n°12*).

Dès encaissement, la SAS BUGUET FILS en donnera bonne et valable quittance à la Commune.

### **Article 4 - VALEUR TRANSACTIONNELLE :**

Le présent protocole vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

Il règle définitivement le différend existant entre la Commune et la SAS BUGUET FILS et fait obstacle, conformément à l'article 2052 du code civil, à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.

Par conséquent, sous réserve de l'exécution intégrale du présent protocole par les Parties concernées, et celui-ci réglant définitivement le litige ci-dessus, les Parties renoncent irrévocablement à tous droits, actions ou prétentions de quelque nature que ce soit dès lors que la commune aura versé à la SAS BUGUET FILS l'indemnité transactionnelle prévue par les présentes.

**Article 5 - REGLEMENT DES LITIGES :**

Tout différend découlant du présent protocole devra d'abord faire l'objet d'une négociation à l'amiable entre les Parties.

À défaut de solution amiable entre les Parties dans un délai de quinze (15) jours, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

**Article 6 - ANNEXES :**

Sont annexées comme partie intégrante du présent protocole d'accord, les pièces suivantes :

- 1 – Délibération du Conseil Municipal n° [à remplir] en date du 19 juillet 2022 autorisant le Maire à signer le présent protocole transactionnel
- 2 – Extrait KBIS SAS BUGUET FILS
- 3 – Devis lot n° 2 du 17 février et bon de commande du 25 février 2022
- 4 – Devis lot n° 3 du 18 février et bon de commande du 25 février 2022
- 5 – Facture 2022/075 du 17 mars 2022
- 6 – Facture 2022/117 du 25 avril 2022
- 7 – Facture 2022/118 du 25 avril 2022
- 8 – Facture 2022/127 du 3 mai 2022
- 9 – Facture 2022/200 du 30 juin 2022
- 10 – Facture 2022/201 du 30 juin 2022
- 11 – Lettre RAR de réclamation
- 12 – RIB SAS BUGUET FILS

Fait à SAINT-DIZIER le XX juillet 2022, en trois exemplaires

**Pour la SAS BUGUET FILS**

**Pour la COMMUNE DE SAINT-DIZIER,**

**M. NICOLAS BUGUET**

**Le Maire, Quentin BRIERE**